

## DEBATS

### **Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Je tiens à vous remercier chaleureusement. Je peux vous dire en toute honnêteté que vous ne nous avez pas déçus. Lorsque j'ai pris la parole, personne ne m'a écouté, mais dès que vous avez entamé votre discours, le silence s'est fait. Je trouve votre contribution et votre combat remarquables. Nous devrions réfléchir à la déduction fiscale et ainsi de suite. C'est le moment des questions réponses.

### **Mona Makaram-Ebeid, Professeur à l'Université américaine du Caire**

Ce que vous faites est très original, novateur et grandement apprécié. Cependant, quoi que vous en disiez, le continent africain est le plus corrompu au monde aujourd'hui. Je parle en connaissance de cause et vous le savez. Vous avez évoqué le fait que les dirigeants devraient quitter le pouvoir si la constitution spécifie un nombre d'années, mais de nombreuses constitutions ne précisent pas la durée et les dirigeants restent à vie. Comment estimez-vous cela selon vos indices ? C'est ma première question. J'en ai une deuxième.

### **Mo Ibrahim, fondateur de la Fondation Mo Ibrahim**

C'est vraiment le continent le plus corrompu ?

### **Mona Makaram-Ebeid, Professeur à l'Université américaine du Caire**

Absolument. Je m'arrêterai à deux questions ; c'est suffisant.

### **De la salle**

Vous avez parlé du Huger Bill, projet de loi selon lequel toute entreprise doit encourager les contrats et être transparente. Si je ne m'abuse, PetroChina est également cotée aux Etats-Unis. En gros, PetroChina dirige le secteur pétrolier du pays dont vous êtes originaire. Cela modifiera totalement la gouvernance au Soudan. Je voudrais que vous entriez plus en détails sur le rôle de PetroChina au Soudan et dans d'autres pays.

### **Abdesslam Abouddrar, Président de l'Instance centrale marocaine de prévention de la corruption**

J'ai à la fois une annonce et un commentaire. Tout d'abord l'annonce. Vous savez qu'il existe une Convention des Nations Unies pour combattre la corruption, et qu'entre 130 et 140 pays font partie de cette Convention. Le Maroc va organiser cette Convention et tous ces pays seront présents à Marrakech, en 2011, dans un an. Nous aborderons les manières et les moyens nécessaires pour mettre cette Convention en application. Je souhaite que votre fondation soit partenaire de cet événement, un partenaire de la société civile. C'était la première annonce.

Le deuxième point touche le combat contre la corruption en Afrique. Vous êtes conscient de ne pas avoir abordé un sujet au cours de votre discours : la question de la protection des victimes, des témoins, des informateurs, et autres experts, etc. C'est un problème clé. Quiconque tente de combattre la corruption en Afrique finit en prison ou tué, etc. Tant que nous n'assurerons pas la protection de ces personnes, nous ne pourrons pas combattre la corruption dans nos pays.

### **Mo Ibrahim, fondateur de la Fondation Mo Ibrahim**

Permettez-moi de répondre rapidement à ces questions. Pour ce qui est de la question du professeur Nadia, la corruption est un jeu à somme nulle. On ne se corrompt pas soi-même. Si je suis un dirigeant corrompu, il y a au moins un ou deux hommes d'affaires quelque part, ou des gouvernements concernés autre part. Sans quoi, il n'y a ni crime, ni corruption. Qu'est-ce que cela signifie ? On dit de l'Afrique qu'elle est corrompue. Où sont ces partenaires ? Les Européens, les Américains et ainsi de suite, sont tout autant corrompus. Je rejette votre affirmation. Nous sommes corrompus tous ensemble, malheureusement. C'est un fléau que nous devons combattre.

Permettez-moi de vous dire autre chose. Il existe un mythe autour des affaires en Afrique. Lorsque nous avons lancé notre opération téléphones portables en Afrique, nous avons organisé une réunion du Conseil le premier jour et nous avons un Conseil très puissant. Nous avons commencé avec une société qui était certes petite, mais qui comptait des personnes comme Sir Gerry Whent, le fondateur de Vodafone, l'une des plus grandes sociétés de téléphones portables dans le monde. Je comptais également Sir Alan Rudge, vice-président de British Telecom, qui est également l'ingénieur le plus expert en Grande Bretagne, à la Royal Society, etc. Je comptais Dr Salim Salim, qui avait été le Secrétaire général de l'Union africaine pendant 12 ans. Je comptais beaucoup d'experts.

Lors de la première réunion du Conseil, nous avons affirmé que nous ne donnerions pas un seul dollar à la corruption. Je pose la question : comment avons-nous réussi ? N'importe quelle société dans le monde peut faire une annonce de ce genre : « Nous ne donnerons pas un seul dollar à la corruption. » Puis ils finissent par payer parce qu'il n'ont mis en place ni les mesures politiques ni les procédures en vue d'endiguer la corruption. Si vous posez la question au Conseil de Siemens, on va vous répondre : « Oh, on ne ferait jamais une chose pareille ; nous combattons la corruption. » Cependant, tout le monde est au courant des agissements de Siemens.

Nous avons procédé différemment. Le Conseil a dit : « La seule manière de mettre fin à cela et d'aider votre peuple est de soutenir vos directeurs généraux à bon escient. Ce sont eux qui sont sous pression, et non pas vous au siège. » Comment avons-nous soutenu les personnes sur le terrain ? Nous avons décidé que le Conseil dans son intégralité devait signer tout paiement ou chèque de 30 000 dollars et plus. Le dispositif est simple. Le Conseil est très impliqué. Ils sont prêts à travailler le samedi, le dimanche et le jour de Noël. Ils disent : « Voici mon numéro à la maison, le numéro de mon bateau et de mon avion, le numéro de ma maîtresse. Vous aurez tous les numéros que vous voulez et vous m'appellez en cas de besoin. » C'est typiquement le soutien que nous apporte ce formidable Conseil.

Personne n'ose nous demander de pot-de-vin. C'est fini. Nous avons réussi à monter 15 opérations dans 15 pays et nous sommes le plus gros contribuable dans 10 pays en Afrique, sans un seul dollar versé en pot-de-vin. Ça marche. C'est faisable. C'est ce que nous avons fait pour construire notre entreprise. Voilà pour la question sur la corruption.

J'aborderai la question des sociétés chinoises. En Amérique, la loi s'applique à toutes les sociétés légales aux Etats-Unis. Je ne suis pas de ceux qui croient en la diabolisation de la Chine, qui disent que la Chine est le mal. Je ne le pense pas. J'adore la nourriture chinoise, j'ai de nombreux amis chinois. J'ai fait affaire à Hong Kong il y a quelque temps. Les Africains n'ont aucun problème avec les Chinois ou qui que ce soit d'autre. De plus, veuillez noter que la Chine n'a pas été impliquée dans l'esclavage ni dans le colonialisme, donc nous n'avons pas une histoire difficile avec la Chine. Ils sont les bienvenus pour faire ce qu'ils souhaitent.

Néanmoins, nous attendons un certain nombre de choses de la Chine et j'ai demandé hier au vice-premier ministre de réellement appliquer des lois du même ordre pour les sociétés chinoises, en matière de transparence. Ce n'est pas suffisant d'affirmer qu'il s'agit d'une société privée ou sous contrôle de l'Etat. Le pays a des lois ; nous devons les respecter. Pour cette raison, nous avons besoin de transparence. C'est le seul moyen d'empêcher les gens de faire n'importe quoi. Les Chinois sont sur la sellette, mais nous exigeons des Chinois la même chose que nous exigeons des Européens. En réalité, j'adore les Américains ; ils ont réussi. L'autre jour, quelqu'un expliquait qu'il faisait confiance aux Américains ; ils font toujours le bon choix, après avoir essayé tout le reste.

#### **Stuart Eizenstat, associé, Convington & Burley LLP**

J'applaudis chaudement à l'accent mis sur la corruption en tant que question de gouvernance et je souhaite vous livrer quelques expériences personnelles avant de formuler une recommandation. En 1977, lorsque j'étais conseiller en chef du président Carter à la Maison-Blanche, j'ai rédigé et négocié la loi sur les pratiques corrompues à l'étranger. 25 ans plus tard, lorsque j'étais sous-secrétaire d'Etat de l'administration Clinton, j'ai négocié la Convention anti-corruption de l'OCDE.

J'ai deux commentaires à faire. Tout d'abord, l'une des choses qui a commencé à rendre la Convention de l'OCDE quelque peu significative – et j'insiste sur le quelque peu – est l'examen par les pairs. Nous demandons aux pays qui se sont engagés dans la Convention de l'OCDE de se soumettre à l'examen par les pairs pour la mise en application mondiale. Je dois vous dire que tous les pays n'ont pas voulu se soumettre à l'examen par les pairs et que la mise en application reste très inégale. Elle est plus

qu'inégale en ce qui concerne les pays émergents. Il y a deux faces à chaque pot-de-vin : le bénéficiaire et le donateur. Si les lois sont plus dures envers les pays donateurs, l'exercice devient plus difficile et l'aide apportée à l'Afrique sera immense.

Je souhaite donner un exemple concret de ce que les sociétés sont capables de faire. Je suis au Conseil d'Alcatel Lucent. A son arrivée, Ben Vermaayen a fait l'objet d'une plainte anti-corruption qui datait d'avant lui et qui était de nature publique. Elle provenait du gouvernement américain en vertu de la loi sur les pratiques corrompues à l'étranger. Sa réaction a été formidable ; cela rejoint le plafond de 30 000 dollars dont vous parliez tout à l'heure. Il a retiré tous les mandataires qui traitaient avec les pays en développement, y compris l'Afrique, car ce sont les soi-disant commissions de ces mandataires qui entraînent des pots-de-vin. Je vous invite vivement à procéder de même. Encore une fois, j'applaudis l'accent que vous mettez sur ce point par rapport à la fondation, il s'agit d'une démarche concrète que d'exhorter les sociétés à faire de même.

### **Mo Ibrahim, fondateur de la Fondation Mo Ibrahim**

Merci beaucoup. C'est une contribution formidable qui donne des conseils à tous les directeurs généraux dans la salle pour combattre la corruption, si tel est réellement leur objectif. Pour répondre à votre question sur les victimes et les dénonciateurs, je vais décrire ce qui se passe pour nous dans un contexte plus large. Le monde qui nous entoure est en train de changer. Le rôle des acteurs non étatiques est désormais en plein essor. Le monde n'est plus vraiment dirigé par des gouvernements. D'accord, ils jouent un rôle important, mais nous avons constaté que les acteurs non étatiques sont très puissants. Le nombre de personnes qui font réellement pression sur les gouvernements, qui créent des mouvements de masse et qui gèrent les autres est étonnant. Tout ceci bien évidemment grâce aux moyens de communication : Internet, etc. Nous devons arrêter de penser que la politique se fait à Whitehall, à l'Élysée ou ailleurs. Ces personnes-là ont la faveur des grands titres de la presse populaire, font l'objet du JT et sont le sujet de manifestations populaires. Un ministre britannique m'a dit : « Tu sais, Mo, notre pouvoir rétrécit ; d'où je suis, je vois notre pouvoir rétrécir de jour en jour. »

J'en arrive à la question de ce qui se passe actuellement. En raison de tous ces acteurs non gouvernementaux, il existe un réseau informel. Dans de tels cas, nous proposons des situations. Par exemple, il y a un Kényan qui est connu pour ses dénonciations. Nous l'avons envoyé à l'université d'Oxford et nous lui avons offert une bourse d'étude pour qu'il soit un peu plus en sécurité. Nous aidons les gens qui ont réellement soulevé un problème. Nous travaillons tous ensemble. Nous travaillons avec Bill Gates, Agrad et la Révolution verte. Nous menons chacun des actions différentes, mais nous nous soutenons tous. Vous seriez surpris : je dîne demain avec ces gens. C'est ainsi que nous travaillons tous ensemble en nous soutenant par le biais de ce réseau informel.

Nous préférons soutenir ces gens par le biais de réseaux informels. Le problème, s'il s'agit de quelqu'un comme Mugabe, qui est un dissident que les Britanniques refusent d'aider, est qu'il obtiendra aussitôt un agent britannique. On étiquette les personnes ; agents français, agents britanniques et agents russes. Nous ne voulons pas de cela. Le réseau informel, la société civile, ont un rôle à jouer. Je n'ai pas les moyens de le faire. Si vous regardez les personnes qui donnent de l'aide à travers le monde, on constate que nous obtenons plus entre nous que tous les budgets de développement de tous ces grands pays.

L'intérêt se déplace désormais dans cette direction. L'essor de la société civile est un phénomène primordial. De nombreuses personnes l'ignorent. Les choses changent. La communication est en train de changer l'Afrique. La société civile est solide et en pleine croissance. Nous voulons dire ceci : s'il vous plait, si vous désirez l'amitié des Africains, respectez la société civile africaine, le peuple africain. Ne construisez pas des amitiés avec les acteurs d'aujourd'hui, qui se seront envolés demain en vous laissant en plan. Méfiez-vous des Mobutu, des Idi Amin Dada, des Abacha et de tous ces criminels. Ils s'en iront et on vous tiendra responsables de leurs actions.

### **Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Je pense qu'il serait très utile que vous nous donniez votre définition de la corruption. La plupart d'entre nous, si ce n'est nous tous, vous admirons beaucoup pour tout ce que vous avez pu dire et ce que vous avez pu faire, ce qui est plus important encore. Où commence la corruption ? Un monde sans corruption, avec un niveau zéro de corruption, ce serait comme la Révolution française sans Robespierre, si vous voyez ce que je veux dire. C'est un peu provocateur, mais je pense qu'il s'agit d'une question importante.

### **Anil Razdan, Ancien ministre de l'Énergie de l'Inde**

C'est un objectif très louable et un projet très louable. Je constate que vous soutenez la transparence et le franc jeu. Cependant, je trouve une contradiction inhérente dans la sélection du récipiendaire de la bourse. Vous soulignez vous-même que le processus dans son intégralité est tenu secret. L'autre commentaire est lié aux critères de sélection du récipiendaire. A savoir que vous surveillez les cas d'injustices, de crimes, de viols, de mauvaise administration. Quel est votre système de couverture ? Quelle est l'authenticité des statistiques que vous dressez et d'où viennent-elles ? Dans la plupart des pays de la région, ce système de base fait défaut. Comment le jury compte-t-il évaluer correctement les données ?

**Fu Ying, vice-ministre chinoise des Affaires étrangères**

Je tiens à retourner votre témoignage de gentillesse lorsque vous m'avez posé une question hier soir. Nous avons discuté à table du rôle de votre organisation et après votre discours, je le comprends mieux. Tout en admirant votre contribution conséquente à une Afrique plus propre, je suis en même temps un peu inquiète. Le présupposé est que les gouvernements africains ne font pas leur travail et qu'il faut des organisations de ce type pour faire le travail à leur place.

Parmi ceux qui ont posé des questions, bien que je ne me souvienne pas de tous, quelques personnes attendent même des sociétés chinoises qu'elles jouent le rôle du gouvernement des pays dans lesquels elles travaillent. Je comprends bien que la plupart des pays africains ont adopté le système occidental, mais le fait qu'il existe toujours des problèmes de corruption aussi sérieux donne moins envie à la Chine. La Chine a toujours rechigné à suivre le système occidental et l'expérience africaine rend évident aux yeux de la Chine le fait que nous devons toujours essayer de construire notre propre système. La question que je vous pose est la suivante ; quel avenir voyez-vous pour les gouvernements africains ? Certains d'entre eux sont solides, d'autres ne le sont pas, comme vous l'avez dit. Comment envisagez-vous l'avenir ?

**Mo Ibrahim, fondateur de la Fondation Mo Ibrahim**

Madame la vice-ministre, nous n'endossons pas le rôle du gouvernement, mais vous serez d'accord qu'en tant que citoyens, nous avons le droit d'observer et de commenter ce que font nos gouvernements. C'est exactement ce que nous faisons. Nous ne mettons pas un pistolet sur la tempe du gouvernement en disant : « Faites ci, ne faites pas ça. »

En fait, nous ne faisons pas de commentaire sur la politique dans notre index. On ne parle pas politique ; on ne parle pas idéologie. On ne s'y intéresse pas, tant que tout le monde est servi. Nous voulons savoir combien de routes ont été construites, combien d'écoles, combien d'emplois ont été créés ainsi que le niveau de l'inflation. Nous nous intéressons aux faits et à ce dont vous parlez hier ; la qualité de vie des gens. Comment les gens s'en sortent-ils ? Combien de personnes souffrent de la faim ? C'est tout cela qui nous intéresse.

Nous produisons un compte-rendu de toutes ces informations. Nous ne faisons rien d'autre. Nous ne formulons aucune recommandation concernant ceci ou cela. C'est au-delà de notre capacité et nous ne prétendons pas être un gouvernement ; nous ne sommes pas un gouvernement. Nous aidons tous les Africains à obtenir les faits. Avec les faits, on se comporte tous mieux. N'est-ce pas vrai ? Nous devons avoir la vérité. La vérité est belle. Obtenons la vérité. C'est ce que nous publions ; chaque chiffre dans nos documents est référencé en fonction de sa provenance.

Pas un seul président africain, à part le premier ministre de l'île Maurice, ne se réjouit de cela. Tout le monde m'appelle en me disant : « Mo, on est numéro 10 ou 11 ; on aurait dû être numéro 8, pas numéro 10. » Si c'est ce que vous pensez, très bien. On est disposé à discuter avec votre entourage et à revoir les chiffres. On s'assied avec eux mais aucun chiffre n'est modifié. Nous n'avons aucun problème ; si un chiffre est faux nous le corrigerons. Ces chiffres sont travaillés. Ils proviennent d'institutions et les données sont disponibles et référencées. Je ne suis pas personnellement intéressé ; mon propre pays est numéro 48 au classement. Je ne me rends pas au Comité ENDUS en disant : « Comment osez-vous mettre le Soudan à la place 48 ? ». Je ne peux pas faire ça. 48 c'est 48 ; pas de chance.

C'est ce que nous essayons de faire. C'est notre droit en tant que citoyens. Nous ne prétendons pas être des grands gouvernements, pas du tout. C'est ce que nous essayons de faire, madame. Nous ne nous intéressons pas à l'idéologie. Nous ne sommes pas intéressés ; nous sommes des citoyens. Vous avez dû entendre des dirigeants africains dire : « Qu'en est-il des modèles chinois de gouvernement ? » Vous et moi savons qui pose cette question et combien ils sont.

Notre réponse est simple. De notre point de vue, c'est très bien, magnifique, mais si l'on veut vraiment prendre le train du gouvernement chinois, il faut être cohérent. A ma connaissance, depuis mon enfance, je vois des dirigeants chinois en pyjama de

coton et en sandales, se rendant au travail à vélo. Je dis : « S'il vous plaît, retirez votre costume Brioni, laissez tomber la grosse limousine, et prenez un vélo. » Faites comme les Chinois. Le pays est pauvre ; on ne peut pas se permettre ces limousines, faites donc ça.

Au fait, je me souviens que chaque année, les Chinois attrapent des maires et autres dirigeants, les mettent face à un mur et les abattent parce qu'ils sont corrompus. M. le président, pourquoi ne pas commencer par votre cercle rapproché ? Vous pourriez attraper un certain nombre de ces personnes et peut-être quelques membres de votre famille pour les fusiller une fois par an, pour nous montrer à quel point vous êtes sérieux au sujet de la corruption. C'est ce que font les Chinois. Quel est le modèle chinois ? Cela fait partie du modèle chinois. Si vous voulez faire cela, mettez en vigueur le modèle chinois dans son intégralité, cela nous va très bien ; nous n'avons aucun problème. Produisez une nouvelle Chine. L'intégration économique régionale est un gros problème pour nous en Afrique, par rapport à la création d'une seconde Chine, mais heureusement, cela est réalisable. Voici la réponse en ce qui concerne la Chine.

Le monsieur s'interrogeait sur les chiffres. Tous les chiffres proviennent de ces sources. Ils sont entièrement disponibles, cartes sur table, et référencés. Nous invitons tout le monde à les vérifier. Si quelqu'un a un problème, nous serons heureux d'y répondre. Le choix du récipiendaire ne dépend pas uniquement de cet indice. C'est une seule entrée dans l'indice. Chissano a été sélectionné pour un prix. Pourquoi a-t-il été sélectionné ? Dans sa citation, il a formulé un commentaire. Le Mozambique est classé très bas dans l'indice ; je ne sais plus trop. Peut-être dans les trentièmes. Assez bas. Néanmoins, le président voulait un prix.

Voici un président qui est arrivé au pouvoir alors qu'une guerre civile sauvage déchirait le pays et il y a mis un terme. Il a tendu la main à ses ennemis. La Renamo était une organisation très sauvage, fondée par le régime raciste en Afrique du Sud, si vous vous souvenez. Il a dit : « S'il vous plaît, venez nous combattre aux urnes. Arrêtez les massacres. Vous détruisez le pays. » Ils sont venus et se sont battus. Il a introduit la démocratie et convié l'ennemi. Le conflit et les guerres nous tuent. Regardez ce qui se passe au Darfour, ce qui se passe en Somalie. Nous voulons mettre un terme à ces conflits, détruire les gouvernements. Il n'a même pas terminé son mandat ; il a quitté son poste.

C'est le geste d'un grand dirigeant. Regardez Mandela. Inutile de vous rappeler ce que Mandela a fait pour transformer son pays pacifiquement. Il y a le président du Botswana. Voilà un pays qui démontre que l'on peut utiliser ses ressources pour son propre peuple, non pour soi-même. L'autre jour, Kofi Annan m'a raconté cette anecdote. Lorsqu'ils ont lancé l'Union africaine et qu'Hailé Sélassié accueillait les gens à l'aéroport, le président du Botswana est arrivé. Il attendait à la porte. Ils ne l'ont pas vu ; les gens qui sortaient de la première classe ont affirmé que le président Masire n'était pas là. Ils ont replié le tapis rouge et sont partis. L'Empereur s'en est allé.

Puis, tout à la fin, il a fini par arriver. Il avait pris une place au tarif économique, et il était assis à l'arrière de l'avion. Lorsqu'il est sorti, le comité d'accueil était parti, pas de fête, aucun véhicule officiel. On lui a demandé : « On vous appelle un taxi ? » Lorsque je lui ai demandé pourquoi il avait fait ça, il m'a répondu : « Comme notre pays est pauvre, nous avons décidé de voler en classe économique. » Nous allons devoir vivre comme nos citoyens. Peu importe que vous soyez président ou vice-président. C'est sage. Le Botswana n'est plus un pays pauvre. Ces personnes ont changé leur pays ; il faut nous en réjouir.

Tels sont les critères que nous choisissons. Pour ce qui est du secret, il s'agit d'un comité. Il faut bien comprendre que les gens ont besoin de débattre entre eux. Nous discutons des gens ; tel président a agi proprement, un autre non. Ces personnes, en tant qu'êtres humains, ont besoin d'être libres de dire ce qu'ils pensent. Si nous publions les comptes rendus et que quelqu'un accuse le président X d'accepter des pots-de-vin, ou que quelqu'un dit : « J'ai entendu dire que ce type fait ça », ces gens seront poursuivis. On ne peut pas faire marcher un comité comme celui-ci sans respecter sa charité.

Il s'agit de constituer le bon comité. Comme j'ai pu le dire, notre comité compte Mohamed El Baradei, qui est africain, un homme formidable. Il est directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique ; il vient d'Egypte, il est africain. Nous avons Kofi Annan, du Ghana, le Secrétaire général des Nations Unies. Le comité compte Mary Robinson, ancienne présidente d'Irlande. Il compte Graça Machel, une femme formidable qui vient du Mozambique et qui est l'épouse de Mandela. Ce sont des personnes remarquables de ce style qui forment le comité. Aucun autre dans le monde n'en dénombre d'aussi crédibles. Puis nous le soumettons à ceux qui s'occupent des processus et nous prenons une décision. C'est ainsi que nous travaillons.

**Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Je répète ma question. Quelle est votre définition de la corruption ? Je voudrais ajouter une note supplémentaire. Ces réunions sont moins drôles sans une petite touche de provocation, je serais donc un peu provocateur, si vous me le permettez. Au cours de cette réunion, quelqu'un m'a dit qu'un des problèmes de la gouvernance est que bien souvent les personnes très riches disent aux pauvres de se serrer la ceinture. Un PDG brillant peut gagner des dizaines de millions de dollars par an, sans oublier les parachutes dorés, en toute légalité et de manière parfaitement transparente. C'est facile pour lui de dicter sa conduite à quelqu'un qui gagne 10 000 dollars ou 10 000 euros par an, ou 20 000 dollars.

**Mo Ibrahim, fondateur de la Fondation Mo Ibrahim**

Ça arrive beaucoup en Afrique.

**Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Je vais au-delà de l'Afrique. Cela nous ramène à la définition même de la corruption. C'est très facile pour les riches. J'ai souvent constaté dans ma vie que les riches donnent des leçons aux pauvres. C'est pour cette raison qu'il importe d'avoir vos commentaires. Je prendrai deux questions supplémentaires, de la part de l'ambassadeur Park de Corée et de Philippe Bordepart de E-Free. Puis un dernier commentaire de M. Kerdoudi viendra clore le débat.

**Ambassadeur Park Heung-Shin, ambassadeur de Corée en France**

Tout d'abord, je voudrais présenter mes respects à M. Mo Ibrahim, pour les nobles efforts que vous fournissez pour changer l'Afrique du sommet à la base, et pour améliorer la gouvernance en vue de faciliter le développement en Afrique. En fait, je partage votre point de vue sur le changement de gouvernance du haut vers le bas, mais il existe un autre moyen beaucoup plus simple : il y a le changement de la base au sommet.

Je pense que la Corée a eu la chance d'avoir un dictateur visionnaire. Il a été dictateur dans les années 1960 et 1970, mais il était moins corrompu que d'autres dirigeants de pays en développement. Il était visionnaire. C'est une chance d'avoir un dictateur éclairé et bon. Cependant, à la dernière minute, il a voulu poursuivre sa dictature et malheureusement, il a été assassiné par le peuple. La manière la plus simple consiste à changer depuis le bas vers le haut.

La Corée n'a pas de ressources naturelles et je pense que l'atout du développement coréen était les ressources humaines. Le but était l'éducation. Alors que vous mettez l'accent sur le changement du haut vers le bas, il faut se donner parallèlement d'autres atouts consistant à mieux éduquer les gens et mieux les préparer au progrès. Avez-vous des projets pour déclencher un changement depuis le bas ?

**Philippe Moreau Defarges, Ifri**

M. Ibrahim, vous avez fait mention de deux noms, M. Mandela et M. Koffi Annan. Ce sont des hommes remarquables, mais pas de très bons gestionnaires. Qu'avez-vous fait avec eux, particulièrement M. Kofi Annan qui a échoué dans la gestion des affaires des Nations Unies ?

**Jawad Kerdoudi, Président de l'Institut marocain des relations internationales**

Tout d'abord, je tiens à vous dire que je suis très heureux des efforts que vous fournissez, car la corruption en Afrique est une maladie de grande ampleur. Pensez-vous que l'éducation puisse aider ? Je pense que si nous améliorons l'éducation en Afrique, la corruption sera peut-être moins importante ? Au Maroc, la loi est corrompue. Lorsque les gens ne sont pas éduqués, ils paient pour obtenir des papiers et ainsi de suite, mais lorsqu'ils disposent d'une éducation, ils ne paient pas. Que faites-vous pour l'éducation dans votre fondation ? Merci.

**Stella Mabudra, présidente de l'Agence contre la corruption, Maroc**

Je m'appelle Stella Mabudra. Je suis présidente de l'Agence contre la corruption au Maroc. Tout d'abord, pour ce qui est de la définition, la définition internationale, la corruption est l'abus d'un pouvoir ou d'un mandat à des fins personnelles. Deuxièmement, je tiens à répondre au commentaire de monsieur concernant l'examen par les pairs. Au sein des mécanismes des Nations Unies, il existe deux mécanismes pour la mise en application de cela. Le premier est l'évaluation par des experts et le second est l'examen par les pairs. Dans deux ou trois semaines, le Maroc fera l'objet d'un examen de la part d'experts en provenance d'Afrique du Sud et de Slovaquie. Nous ne sommes pas en bons termes avec l'Afrique du Sud. Le Maroc est très mal classé dans tous les indices, mais est déterminé à faire des progrès et à être évalué par des pairs et des experts.

**Mo Ibrahim, fondateur de la Fondation Mo Ibrahim**

Je vais aborder toutes ces questions. Pour commencer, il y a confusion entre la corruption et la gouvernance. La corruption et la gouvernance sont deux choses différentes. Comme j'ai pu le dire, c'est un élément sur 88, et nous devons l'aborder de la bonne manière. L'éducation est un problème ; la santé est un problème. Qu'en est-il de la gestion de l'économie ? Que se passe-t-il en matière d'économie ? Que se passe-t-il en matière de droits humains ? Que se passe-t-il en matière d'égalité des sexes ? Quelle est la durée des études pour les filles. ? Combien de cas de viols comptons-nous ?

Ce sont des questions de gouvernance importantes. D'une certaine manière, il y a toujours cette tendance, lorsqu'on parle de gouvernance, à ne parler que de corruption. Nous avons passé 30 % de notre temps au cours de cette réunion à parler de corruption. En fait, c'est un de nos 88 paramètres, alors considérons la situation dans son ensemble.

Il y a la question des dictateurs bienveillants. Qu'en est-il si vous avez un dictateur bienveillant qui est un homme bon, qui est dévoué au peuple et qui fait ci et ça pour lui ? C'est bien ; le pays aura de bons résultats sur l'éducation, la santé, etc. Cuba a l'un des meilleurs systèmes de santé au monde. C'est vrai. Si l'on note Cuba, on dira que le pays a l'un des meilleurs systèmes de santé d'Amérique du Sud.

Tout ceci est très bien. Cependant, si on les note sur les droits humains et la démocratie, leur note sera très basse. C'est une affaire d'équilibre des pouvoirs et les gens jugent sur les résultats plus ou moins bons qu'ils obtiennent dans plusieurs domaines. Singapour est-elle une démocratie à part entière ou non ? C'est une question pour le peuple. Cependant, elle a une très bonne réussite économique, c'est un endroit sûr, etc. Nous présentons le tableau dans son ensemble, mais nous ne jugeons pas ; nous sommes en Afrique.

Cependant, il faut prendre en considération le tableau dans son ensemble avant de prononcer un jugement. Ce qui importe pour moi est très bien, mais nous devons être ouverts et honnêtes sur les moyens d'estimations. Cela ne touche pas qu'un seul domaine ; il ne s'agit pas uniquement de démocratie ou de corruption. Il ne s'agit pas uniquement de droits humains ; pas uniquement de progrès économique. Il ne s'agit pas uniquement d'éducation. Il s'agit de tout cela en même temps. Je pense que c'est la bonne manière d'aborder la question du jugement.

La question de l'éducation soulève un certain nombre de points. Je vais vous expliquer très précisément ce que nous faisons dans ce domaine. Nous disposons d'un certain nombre de bourses. Nous avons un MBA à la London Business School, laquelle comme vous le savez est première au classement mondial. Je ne suis pas objectif parce que je suis membre du Conseil d'administration de la London Business School, mais nous sommes premiers. Numéro un. Vérifiez dans le *Financial Times*. Nous avons un MBA à l'Ecole d'Etudes orientales et africaines. Nous avons un vaste programme à l'intention de tous les Africains. Les gens cherchent à faire des programmes importants sur la relation entre le gouvernement de droit et le gouvernement. Ils prennent en considération celui qui arrive en premier, ses effets, etc., en utilisant toutes ces informations et ces données. En Afrique, le personnel enseignant de l'Ecole d'Etudes orientales et africaines dispense des cours d'été.

En Egypte, à l'université américaine où travaille Nadia, nous avons quatre bourses. Au Soudan, nous avons 120 femmes, du Darfour et du Sud, mais pas du Nord, dont je viens. Elles viennent du Sud et du Darfour, des zones de conflit. Elles vont à l'université et la fondation s'occupe de leurs frais et dépenses, de la nourriture, du logement, etc.

Cette année, comme vous le savez probablement, aucun prix n'a été décerné. Nous avons négocié des bourses de recherche de niveau supérieur, une sorte de programme de parrainage. J'ai accepté de travailler avec Pascal Lamy, président de l'Organisation mondiale du commerce, et Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement. Il y a également Abdul Ajani, président de la Commission économique des Nations Unies. Ils épauleront personnellement de jeunes dirigeants africains.

Nous parlons ici de gens qualifiés et brillants, âgés d'une quarantaine d'années, ayant l'étoffe d'un bon dirigeant. Nous allons les mettre au travail avec ces dirigeants pendant une année, à travailler à leurs côtés dans leurs domaines d'action 24 heures par jour. Ils ne les lâcheront pas d'une semelle. Ils devront assister à toutes les réunions et savoir tout ce qui se passe afin d'acquérir toutes ces compétences. Nous allons financer 40 bourses dans les 10 ans à venir, bien que nous n'ayons décerné aucun prix cette année. Ce programme va continuer et nous allons l'étoffer.



Nous faisons quelque chose en matière d'éducation et de formation, mais il faut comprendre que je ne suis pas le gouvernement des Etats-Unis. Nous faisons le travail que nous pouvons avec les moyens qui sont les nôtres. J'espère que si chacun d'entre vous contribue un peu, à sa hauteur, nous pourrons vraiment avancer dans ce domaine.

**Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Je voudrais terminer en félicitant Mo Ibrahim au moins deux fois, pour ce qu'il a dit, pour son message, et pour ce qu'il est. Premier point. Le second est qu'il est remarquable, après des journées aussi longues, de réussir à garder l'auditoire en haleine. La journée d'hier a été longue, avec une matinée très longue sous un magnifique soleil. C'est une grande réussite, il y a donc au moins deux raisons de vous féliciter. Encore une fois merci beaucoup, Mo, nous vous applaudissons.